

question, on a exclu des communistes. C'est sur cette base qu'on a mené la lutte contre le « trotskysme ». Comment le C. C. pouvait-il donc soudain, d'un seul coup, le soir du 20 juillet, adorer ce qu'il avait brûlé la veille ? Et à quelle tragique situation la bureaucratie a-t-elle amené le Parti, si le C. C. ose se présenter devant lui avec cette résolution surprenante sans s'en expliquer ou s'en justifier !

A de tels tournants, la politique se vérifie. Le C. C. du P. C. allemand a, le soir du 20 juillet, en réalité proclamé au monde entier : « Notre politique ne fut bonne à rien jusqu'à cette heure. » Aveu, il est vrai, involontaire, mais tout à fait juste. Par malheur, même la motion du 20 juillet, qui renverse la politique passée, ne pouvait en aucun cas produire un résultat positif. Un appel aux sommets — indépendamment de la réponse actuelle de ces sommets — ne peut avoir de signification révolutionnaire

que s'il est au préalable préparé en bas, c'est-à-dire s'il s'appuie sur toute la politique en général. Mais la bureaucratie staliniste répète chaque jour aux ouvriers social-démocrates : « Nous, communistes, refusons quoi que ce soit de commun avec les dirigeants du parti social-démocrate » (voir les réponses de Thaelmann). La proposition non préparée, inattendue, non motivée du 20 juillet ne pouvait seulement servir qu'à compromettre la direction communiste en manifestant son inconséquence, sa légèreté, son penchant à la panique et aux sauts aventureux.

La politique de la bureaucratie centriste sert à chaque pas les adversaires et les ennemis. Même si la pression puissante des événements pousse quelque cent mille ouvriers nouveaux sous la bannière communiste, cela arrive malgré la politique de Staline-Thaelmann. C'est précisément pourquoi le Parti n'est pas assuré du lendemain.

VI.— Que dit-on, à Prague, au sujet du front unique ?

« Lorsqu'en 1925, l'I.C. réalisa un front unique avec les dirigeants social-démocrates, écrivait le 27 février de cette année l'organe central du P.C. tchécoslovaque, le *Rudé Pravo*, au nom d'un soi-disant correspondant ouvrier « de l'établi », elle le fit pour les démasquer devant les masses et, à ce moment, Trotsky y fut terriblement opposé. Maintenant que la social-démocratie, par ses innombrables trahisons dans les luttes ouvrières, s'est tellement discréditée, Trotsky propose le front unique avec les dirigeants... Trotsky est aujourd'hui contre le Comité anglo-russe de 1926, mais pour n'importe quel « Comité anglo-russe » de 1932 ».

Ces lignes nous conduisent directement au nœud de la question. En 1926, l'I.C. cherchait, au moyen de la politique du front unique, à « démasquer » les chefs réformistes, et cela était juste. Mais depuis, la social-démocratie s'est « discréditée ». Devant qui ? Elle est encore suivie par plus d'ouvriers que le P.C. Cela est triste, mais vrai. Par suite, la tâche de démasquer les chefs réformistes n'est pas encore résolue. Si la méthode du front unique était bonne en 1926, pourquoi est-elle mauvaise en 1932 ?

« Trotsky est pour un Comité anglo-russe en 1932, contre le Comité anglo-russe de 1926 ». En 1926, le front unique ne fut conclu que par en haut, entre les dirigeants des syndicats soviétiques et les trade-unionistes britanniques, non pas au nom d'actions pratiques définies des masses séparées les unes des autres par des limites d'Etats et des conditions sociales, mais sur la base d'une « plate-forme » amicale-diplomatique, pacifiste-équivoque. Pendant la grève des mineurs et, plus tard, pendant la grève gé-

nérale, le Comité anglo-russe ne pouvait même pas se réunir car les « alliés » tiraient dans deux directions opposées : les syndicats soviétiques s'efforçaient de soutenir les grévistes, les trade-unionistes britanniques cherchaient à briser la grève. Les sommes importantes rassemblées par les ouvriers russes furent repoussées par le Conseil général comme de « l'argent maudit ». Ce n'est qu'après que la grève fut définitivement trahie et brisée que le Comité anglo-russe se réunit à nouveau au banquet habituel pour échanger des phrases creuses. Ainsi la politique du Comité anglo-russe servit à couvrir les briseurs de grève réformistes devant les masses ouvrières.

Maintenant, il s'agit de tout autre chose. En Allemagne, les ouvriers social-démocrates et communistes se trouvent sur le même plan, devant le même danger. Ils sont mêlés les uns aux autres dans les entreprises, les unions syndicales, les caisses d'assurances sociales, etc. Il ne s'agit pas d'une « plate-forme » verbale des chefs, mais de tâches tout à fait concrètes qui sont appelées à entraîner les organisations de masses immédiatement dans la lutte.

La politique du front unique est dix fois plus difficile à mener à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale. Cent fois plus difficile à l'échelle internationale qu'à l'échelle nationale. Se lier aux réformistes britanniques autour d'un mot d'ordre aussi général que la « défense de l'U.R.S.S. » ou la « défense de la Révolution chinoise » signifie lâcher de la fumée dans le ciel. Par contre, en Allemagne, existe le danger immédiat de la destruction des organisations ouvrières, y compris des organisations so-

cial-démocrates. Attendre que la social-démocratie combatte la bourgeoisie allemande pour la défense de l'Union soviétique serait une illusion. Mais on peut bien attendre que la social-démocratie combatte pour la défense de ses mandats, réunions, journaux, caisses et, enfin, de sa propre tête.

Mais, en Allemagne aussi, nous ne conseillons nullement de tomber dans le fétichisme du front unique. Un accord est un accord. Il subsiste aussi longtemps que le but pratique pour lequel il est conclu reste utile. Les réformistes commencent-ils à freiner ou à saboter le mouvement, les communistes doivent toujours se poser la question : n'est-il pas temps de rompre l'accord et de continuer à diriger les masses sous son propre drapeau ? Une telle politique n'est pas facile. Mais qui affirme qu'il soit facile de mener le prolétariat à la victoire ? En opposant l'année 1926 à l'année 1932, le *Rudé Pravo* montre seulement son incompréhension de ce qui a eu lieu il y a six ans aussi bien que de ce qui se passe aujourd'hui.

Le « rabcor » de l'établi imaginaire tourne aussi son attention sur l'exemple que j'ai donné de l'accord des bolcheviks avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov. « A ce moment, écrit-il, Kerensky combattit réellement pendant un certain temps contre Kornilov et aida, en même temps, le prolétariat à battre Kornilov. Que la social-démocratie allemande ne lutte pas aujourd'hui contre le fascisme, chaque petit enfant le voit ».

Thaelmann, qui n'a d'ailleurs rien d'un « petit enfant », affirme qu'un accord des bolcheviks russes avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov n'a avant tout pas existé. Le *Rudé Pravo* suit, comme on voit, un autre chemin. Il ne nie pas l'accord. Mais, d'après sa conception, l'accord fut justifié parce que Kerensky lutta réellement contre Kornilov, à la différence de la social-démocratie qui prépare le chemin du pouvoir au fascisme. L'idéalisation de Kerensky est ici tout à fait surprenante. Quand Kerensky commença-t-il à lutter contre Kornilov ? Au moment même où Kornilov agita le sabre des Cosaques sur la propre tête de Kerensky, c'est-à-dire le soir du 26 août 1917. Le jour précédent encore, Kerensky complotait directement avec Kornilov dans le but de battre en commun les ouvriers et les soldats de Petrograd. Si Kerensky commença à « lutter » contre Kornilov ou, pour mieux dire, n'opposa pendant un certain temps aucune résistance à la lutte contre Kornilov, ce n'est que parce que les Bolcheviks ne lui laissèrent aucune autre issue. Que Kornilov et Kerensky, conspirant ensemble, se soient brouillés et soient entrés ouvertement en conflit, c'était jusqu'à un certain degré quelque chose d'inattendu. Mais qu'entre le fascisme allemand et la social-démocratie on en vienne à un conflit, cela on pouvait et on devait le prévoir, ne fut-ce que sur la base des expériences italienne et polonaise. Pourquoi pouvait-on conclure

l'accord avec Kerensky contre Kornilov et pourquoi est-il inadmissible de prêcher, de défendre, de soutenir et de préparer un accord avec les organisations de masses social-démocrates contre le fascisme ? Pourquoi doit-on détruire de tels accords partout où ils se sont produits ? C'est pourtant ainsi que se comportent Thaelmann et Cie.

Le *Rudé Pravo* s'est naturellement jeté avec avidité sur mes paroles selon lesquelles on peut conclure un accord pour des actions de lutte aussi avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinsky. « Voyez, ouvriers communistes, écrit ce journal, vous devez donc vous entendre avec Grzesinsky qui a déjà fusillé tant de vos camarades de combat. Essayez donc de vous entendre avec lui, sur les moyens de lutter en commun avec vous contre les fascistes avec lesquels il siège dans des banquets et des Conseils d'administration ». Toute la question est placée là sur le plan d'une fausse sentimentalité. Une telle objection est digne d'un anarchiste, d'un ancien socialiste révolutionnaire de gauche russe, d'un « pacifiste révolutionnaire » ou de Munzenberg lui-même. Il ne s'y trouve aucun reflet de marxisme.

Avant tout, est-il vrai que Grzesinsky soit un bourreau d'ouvrier ? C'est indiscutablement juste. Mais Kerensky ne fut-il donc pas un bourreau des ouvriers et des paysans à une échelle beaucoup plus grande que Grzesinsky ? Cependant le *Rudé Pravo* approuve après coup l'accord avec Kerensky.

Soutenir le bourreau dans le travail qui est dirigé contre les ouvriers est un crime, si ce n'est une trahison. Précisément, en cela consista l'alliance de Staline avec Tchang-Kaï-Chek. Mais si demain ce même bourreau chinois se trouve en guerre avec les impérialistes japonais, des accords pratiques de lutte des ouvriers chinois avec le bourreau Tchang-Kaï-Chek deviendraient tout à fait admissibles et même un devoir.

Grzesinsky a-t-il siégé ensemble avec les fascistes dans des banquets ? Je ne le sais pas ; toutefois, je l'admets. Mais Grzesinsky dut, après, s'asseoir dans la prison de Berlin ; non au nom du socialisme, il est vrai, mais seulement parce qu'il n'était pas très enclin à céder sa petite place chaude aux bonapartistes et aux fascistes. S'il y a seulement un an, le P.C. avait déclaré ouvertement contre les assassins fascistes : nous sommes prêts à lutter en commun même avec Grzesinsky, s'il avait prêté à cette formule un caractère combatif, s'il l'avait développée dans des discours et des articles et profondément enracinée dans les masses, Grzesinsky n'aurait pas pu, en juillet, pour défendre sa capitulation, alléguer devant les ouvriers le sabotage du P.C. Il aurait dû entreprendre tel ou tel pas actif ou sinon se compromettre désespérément aux yeux de ses propres ouvriers. Cela n'est-il pas clair ?

Evidemment, même si Grzesinsky était par la logique de sa situation et la pression des masses, entraîné dans la lutte, il